

Crise financière. Lundi 6 octobre, les Bourses du monde entier ont enregistré des baisses inédites et spectaculaires tandis que les gouvernements peinent à trouver des solutions communes à la crise.

Krach planétaire

Le «lundi noir». C'est ainsi que l'on appelle désormais la débâcle boursière du lundi 6 octobre. Le plan Paulson adopté en fin de semaine dernière aux Etats-Unis – alors que près de 80 % des Américains le désapprouvent – et qui autorise à injecter 700 milliards de dollars sur les marchés n'y a fait rien. Du moins, dans l'imédiat. Le président américain George W. Bush a expliqué que le plan de sauvetage financier mettra du temps à porter ses fruits. Et, en attendant, la confiance a disparu et la crise continue de s'aggraver à l'échelle mondiale.

Le lundi noir, l'affolement était généralisé en Europe. A Paris, l'indice CAC 40 a connu la plus forte baisse de son histoire, soit - 9,04 %. A Londres et Francfort les indices ont cédé 7,85 % et 7,07 %. La Bourse de Copenhague a chuté de 11,06 %, Dublin de 9,91 % et Madrid de 6,06 %. La cause ? L'annonce successive des difficultés de la banque franco-belge Dexia, de la française Natixis, de l'italienne Unicredit et surtout de la faillite de la banque allemande Hypo Real Estate. En Islande, le Premier ministre Geir Haarde a annoncé que l'Etar était prêt à prendre le contrôle de toutes les banques du pays. «Il s'agit d'une crise gigantesque», a-t-il indiqué, prévenant qu'il existait «un réel danger à ce que le pays tombe en faillite». Outre-atlantique, la Bourse de New York a cédé lundi 3,58 %, pas-

sant pour la première fois depuis octobre 2004 sous les 10 000 points. Dans son sillage, la Bourse de Sao Paulo, première place d'Amérique latine, a fini en baisse de 5,43 %, après avoir plongé jusqu'à - 15,06 % en séance.

Les marchés s'affolent

LE LENDEMAIN, Wall Street fermait en baisse pour la cinquième fois consécutive. La place parisienne a fluctué au gré des suspicions entourant les banques allemandes Deutsche Bank et Commerzbank et la britannique Royal Bank of Scotland. Cette dernière a perdu 30 % en une matinée suite à la nouvelle tombée lundi soir à savoir que de grandes banques britanniques ont demandé au ministre des Finances Alistair Darling de hâter sa décision sur un éventuel plan de soutien. De son côté, l'Islande nationalisait dans l'urgence une seconde banque en l'espace de huit jours : la deuxième banque du pays, Landsbanki. Par ailleurs, la première banque islandaise, Kaupthing Bank, a annoncé mardi avoir reçu un prêt de 500 millions d'euros de la part de la banque centrale du pays nordique afin de faciliter ses opérations. Quant à Dexia, elle a perdu 13,31 %, prolongeant sa dégringolade de la veille (- 20,29 %). Dans les pays arabes, les marchés boursiers ont plongé mardi 7 octobre, perdant des milliards de dollars sous l'effet de la panique. Le marché saoudien, la plus forte

capitalisation du monde arabe, a cédé 9 % à l'ouverture avant de clôturer à - 7 %. Ensemble, les sept marchés des monarchies pétrolières du Golfe ont vu s'évaporer quelque 150 milliards de dollars de leur capitalisation. Mais c'est la bourse égyptienne qui a connu une descente aux enfers, perdant 16,47 % à la clôture. Les Bourses asiatiques sont au bord du krach et vivent un cauchemar. Selon les opérateurs, c'est surtout la chute du dollar face au yen qui inquiète les investisseurs, celle-ci pénalisant fortement les exportateurs japonais.

L'Afrique, elle, devrait échapper aux effets immédiats de la crise financière dans les pays industrialisés, mais sera confrontée à terme à des risques économiques majeurs avec une baisse de la demande mondiale et un accès limité aux financements, selon la Banque africaine de développement. Enfin, au milieu de la panique mondiale, la Chine affiche un calme impérial, assurant être en mesure de faire face tout en offrant son aide. Par ailleurs, les parachutes dorés, symboles par excellence des dérives d'un capitalisme effréné – continuent d'alimenter la polémique. Richard Fuld, l'ex-PDG de Lehman Brothers, la banque d'affaires



Le lundi 6 octobre, l'affolement était généralisé en Europe. A Paris, l'indice CAC 40 a connu la plus forte baisse de son histoire, soit - 9,04 %.



L'UE s'efforce de trouver une parade commune à la crise. Les 27 se sont ainsi arrogés le droit de changer la direction des banques.

américaine en faillite, comparaisait devant un «tribunal» à la Chambre des représentants. Les Américains ont appris qu'en moins de trois ans de présidence, il avait gagné, en salaires et bonus, 480 millions de dollars. La Belgique a

Seule la Chine affiche un calme impérial, assurant être en mesure de faire face à la crise.

banques en difficulté et à garantir les dépôts bancaires des épargnants. Ainsi, la chancelière allemande Angela Merkel a annoncé après le sauvetage de Hypo Real Estate son intention de garantir la totalité des dépôts des ménages. Dans la foulée, plusieurs pays ont annoncé en ordre dispersé des mesures similaires. De fait, dans la plupart des Etats européens, il s'avère que, globalement, c'est une droite décomplexée au pouvoir qui est à l'offensive. Depuis quelques jours en effet, les avocats les plus énergiques du retour de la puissance publique ne sont autres que Nicolas Sarkozy et Silvio Berlusconi, pourtant défenseurs, il y a peu, du libéralisme le plus débridé.

En réalité, afin de mieux lutter contre la crise, il faudrait que les dirigeants parviennent à s'unir au lieu d'agir chacun de leur côté. Alors que le Fonds monétaire international relève à 1 400 milliards de dollars environ son estimation mondiale des pertes sur créances douteuses liées à la crise du crédit, le numéro deux de l'institution, John Lipsky, a appelé, le 7 octobre, les Etats à harmoniser leurs réglementations du secteur financier. L'UE s'efforce de trouver une parade commune à la crise. Les 27 se sont ainsi arrogés le droit de changer la direction des banques auxquelles ils apportent leur soutien dans la crise, de supprimer les «parachutes dorés» et d'intervenir dans la détermination des plus hauts salaires. Le président américain George W. Bush a également discuté mardi de la crise financière mondiale avec les dirigeants français, britannique et italien, soulignant la nécessité d'une coopération, selon la Maison Blanche. Une réunion des ministres des Finances du G7 est prévue vendredi 10 octobre à Washington.

Entre temps, les conséquences concrètes de la crise financière sur l'économie se font déjà sentir. En Allemagne, le constructeur Opel ferme ses chaînes de montage et le géant des logiciels SAP voit ses clients désertir. L'économie britannique est entrée en récession, le moral, les bénéfices et l'activité des entrepreneurs s'étant effondrés, et le chômage étant promis à une forte hausse selon la Chambre de commerce du pays. Une course contre la montre acharnée est lancée. Perdue d'avance ? A suivre.

AMINA BOUBIA